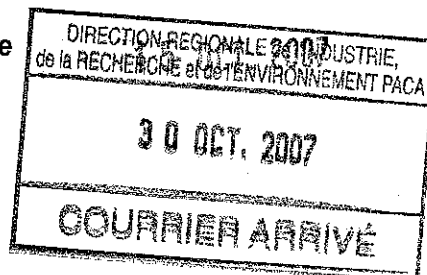


PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS
LOCALES ET DU CADRE DE VIE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Marseille, le



Dossier suivi par : Mme LOPEZ
☎ 04.91.15.69.33.
N° 108-2007 A

ARRETE

imposant des prescriptions complémentaires
à la Société AUCHAN
à MARSEILLE (13010)

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

-
- Vu le Code de l'Environnement et notamment le Titre 1^{er} de son Livre V,
Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
Vu l'arrêté ministériel du 4 septembre 1986 relatif à la réduction des émissions d'hydrocarbures,
Vu l'arrêté d'autorisation délivré à la Société MARSEDIS en date du 11 mars 1994,
Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1995 relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV),
Vu le récépissé de déclaration n° 1998-148 D relatif au stockage de gaz inflammables liquéfiés délivré le 15 juin 1998,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 4 novembre 1998 imposant des prescriptions complémentaires à l'exploitant pour sa station-service située à MARSEILLE (13010),
Vu l'arrêté ministériel du 2 mars 2007 relatif à la distribution du Super Ethanol,
Vu la circulaire de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques en date du 23 juillet 2007,
Vu le récépissé de déclaration relatif à un changement d'exploitant délivré le 8 août 2007 à la Société AUCHAN,
Vu le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du 31 juillet 2007,
Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 13 septembre 2007,
Considérant que l'exploitant a substitué le Super Ethanol à l'Essence sans Plomb 95 dans sa station service,

.../...

Considérant que le classement selon l'ancienne nomenclature des installations de stockage de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie et des installations de distribution de liquides inflammables reste inchangé par rapport à celui de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 11 mars 1994,

Considérant qu'une réactualisation de ce classement au moyen des nouvelles rubriques de la nomenclature parues ultérieurement à l'arrêté précité modifie le classement du stockage de liquides inflammables qui passe du régime d'autorisation à celui de déclaration,

Considérant que la circulaire de la D.P.P.R. Du 23 juillet 2007 autorise la Société AUCHAN à stocker et distribuer de l' Ethanol sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 mars 2007 relatif à la distribution de Super Ethanol,

Considérant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société AUCHAN dans le cadre du stockage et de distribution de Super Ethanol,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

Article 1

La société Supermarché AUCHAN dont le siège est 40 avenue de Flandres B.P. 65 - 59964 CROIX CEDEX, qui exploite 57 avenue Romain Rolland - Saint-Loup (13010 MARSEILLE) une Station-service dont les installations classées sont détaillées ci-dessous, doit respecter les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté, visant le stockage et la distribution de Superéthanol.

Rubrique	Activité	Nature et capacité de l'installation	Classement
n° 1432-2-b	Stockage de liquides inflammables	<ul style="list-style-type: none"> - Un réservoir à deux compartiments de 50 m3 de gas-oil chacun (cat. 2) ; - Un réservoir à deux compartiments de 50 m3 d'essence SP 95 et SP 98 (cat. 1) ; - Un réservoir à trois compartiments de 30 m3 de gas-oil (cat. 2) ; 30 m3 de SP 95 (cat. 1) ; 40 m3 d'essence 85 (super éthanol : cat. 1) = <p>soit 170 m3 de cat.1 + 130 m3 de cat.2 (130/5) avec double enveloppe et détecteur de fuite soit 196 m3 équivalent/5 : 39,2 m3 ép.</p>	Déclaration
n° 1434-1	Installation de distribution de liquides inflammables	Six distributeurs multi-carburants doubles, de 2,4 m3/h soit un débit total de 28,8 m3/h	Autorisation
n° 1414-3	Installation de remplissage/distribution de gaz inflammables liquéfiés	/	Déclaration
n° 1412	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	< 6 tonnes	NC

Article 2

L'exploitant doit respecter l'ensemble des prescriptions des arrêtés suivants concernant la Station-service.

- Arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mars 1994 précité ;
- Prescriptions générales applicables aux installations de remplissage/distribution de gaz inflammables liquéfiés, annexées au récépissé de déclaration n° 148-1998 D du 15 juin 1998 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2006-161A du 20 novembre 2006 sur le plan de protection à l'atmosphère des bouches du Rhône.

Article 3

3.1. – Moyens de secours contre l'incendie

Les moyens de secours sont adaptés au risque à couvrir , en nombre suffisant et correctement répartis et les agents d'extinction sont compatibles avec le superéthanol.

3.2. – Compatibilité des matériaux

Pour le stockage et la distribution, les matériaux sont adaptés aux spécificités du superéthanol.

3.3. – Stockage enterré contre l'incendie

Le stockage de superéthanol devra se faire dans un réservoir en acier à double paroi, conforme à la norme NFM 88513 s'il a été fabriqué avant le 31 octobre 2006 et NF EN 12285-1 de septembre 2003 et ses évolutions ou toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne, l'Espace économique européen et la Turquie, qui garantit au moins la même isolation électrique s'il a été fabriqué après le 31 octobre 2006, comprenant une double paroi et un système de détection de fuite entre les deux parois qui déclenchera automatiquement une alarme optique et sonore. Le détecteur de fuite et ses accessoires doivent être accessibles pour faciliter le contrôle annuel.

Avant de recevoir du superéthanol, le compartiment de 40 m3 qui était dédié à l'essence SP 95 est dégazé, nettoyé par un organisme remplissant les conditions requises par l'arrêté du 22 juin 1998 et les textes le modifiant.

3.4. – Récupération des vapeurs

Pour la distribution et le stockage du superéthanol, des arrête-flammes doivent être systématiquement prévus en tous points où une transmission d'explosion vers les réservoirs est possible.

Tous les arrête flammes du circuit de récupération des vapeurs pour la distribution et le stockage de superéthanol doivent respecter la norme EN 12874 de janvier 2001 ou toute norme équivalente en vigueur dans la Communauté européenne, l'Espace économique européen et la Turquie.

Les dispositions de l'article 3-4 sot applicables à compter du 7 mars 2008 pour la distribution de superéthanol.

L'ensemble des autres dispositions ci-dessus sont immédiatement applicables.

3.5. – Réduction des émissions atmosphériques

3.5.1. – L'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 4 septembre 1986 relatif à la réduction des émissions d'hydrocarbures **sont applicables immédiatement** au stockage du superéthanol, classé dans la catégorie « essences »

3.5.2. – L'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 8 décembre 1995 relatif à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils (COV) résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux station-service **sont immédiatement applicables.**

3.5.2.1 - A l'article 2 de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé, sont ajoutés trois alinéas rédigés comme suit :

* Superéthanol : carburant composé d'un minimum de 65 % d'éthanol d'origine agricole et d'un minimum de 15 % de supercarburant sans plomb.

* Les prescriptions relatives à la lutte contre les émissions de composés organiques volatils résultant du stockage de l'essence et de sa distribution des terminaux aux stations-service sont également applicables au stockage du superéthanol et sa distribution des terminaux aux stations-service, dans les mêmes conditions.

* Pour les installations de stockage et de distribution à la fois d'essence et de superéthanol, le volume à prendre en compte dans le présent arrêté est la somme des volumes d'essence et de superéthanol.

Article 4

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre 1^{er} du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

Article 5

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1^{er} - Chapitre IV du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Article 6

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 7

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8


- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de Marseille,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- X - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental Délégué de l'Equipement,
- Le Commandant du Bataillon des Marins-Pompiers de Marseille,

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

15 OCT. 2007

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Didier MARTIN

